

La droite européenne sanctionne Viktor Orbán

A deux mois du scrutin de mai, les conservateurs du PPE ont suspendu, sans l'exclure, le parti du dirigeant hongrois

BRUXELLES, BUDAPEST -
correspondants

Un vieux couple, marié depuis 2004, qui se déchire mais n'arrive pas vraiment à se séparer. C'est l'image que donnaient le Fidesz, la formation du premier ministre hongrois, Viktor Orbán, et le Parti populaire européen (PPE), au soir du mercredi 20 mars. M. Orbán, qui a multiplié les attaques contre son propre camp, menaçait de claquer la porte. Il ne l'a finalement pas fait, même si la suspension du Fidesz, à défaut de son exclusion, a été votée à une écrasante majorité: 190 des 194 délégués présents à l'assemblée politique, à Bruxelles.

« Il n'y avait pas de majorité pour une exclusion pure et simple », assure une source au fait des rapports de force au sein d'une formation qui regroupe la CDU allemande comme les LR français. Pour éviter de porter au vote cette option écartée par plusieurs délégations, et risquer, ainsi, d'offrir une victoire symbolique à M. Orbán, le président du PPE, Joseph Daul, a peaufiné une solution de compromis avec le Bavarois Manfred Weber, tête de liste du parti paneuropéen pour les élections européennes de la fin mai.

Le Hongrois avait-il présumé de ses forces en tablant sur son maintien au sein du PPE? « Vous lui demanderez », répondait Joseph Daul. « Quand il a vu l'état du débat au sein de l'assemblée, il a peut-être hésité », commente une autre source. M. Orbán a pris la parole en premier mais il est resté sur un discours très défensif tandis que M. Daul donnait largement la parole à l'assemblée.

L'Alsacien, aussi discret qu'influent, a été à la manœuvre au cours des dernières semaines, pour répondre à la demande - inédite dans l'histoire du PPE - de treize partis membres qui réclamaient l'exclusion du Hongrois, tout en voulant maintenir

l'unité de sa formation à deux mois des élections européennes.

Belges, Néerlandais, Finlandais, Polonais, Luxembourgeois et Suédois protestaient contre une énième provocation du chantre de l'illibéralisme qui, à la fin février, avait lancé une campagne nauséabonde antimigrants et visé directement sa bête noire, le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, mais aussi Jean-Claude Juncker, président de la Commission de Bruxelles et figure éminente du PPE. Ces dernières années, il avait lancé une offensive contre des ONG, modifié la loi électorale à son profit ou progressivement étendu son emprise sur les médias, n'entraînant que des réactions timides de sa famille politique.

Une commission indépendante

La suspension du Fidesz sera « à effet immédiat ». « Il ne pourra plus participer à aucune réunion, n'aura plus de temps de parole ni le droit de proposer des candidats pour des postes » de présidence de commissions parlementaires, précise M. Daul. « Nous ne pouvons pas faire de compromis sur la démocratie, l'Etat de droit, la liberté de la presse, la liberté académique ou les droits des minorités. Une rhétorique anti-UE est inacceptable, les divergences entre le PPE et le Fidesz doivent cesser », précisait le parti. Qui réclame la fin des campagnes contre Bruxelles et le maintien de l'université d'Europe centrale, parrainée par George Soros, à Budapest.

Une commission constituée de trois « retraités » du PPE, le Belge Herman Van Rompuy, ex-président du Conseil européen, l'Allemand Hans-Gert Pötinger, ex-président du Parlement, et Wolfgang Schäussel, ex-chancelier autrichien, sera chargée d'évaluer le respect par M. Orbán de l'Etat de droit et des valeurs du PPE.

Voir M. Schäussel participer à l'enquête fera sourire les historiens: l'ex-chancelier conserva-

teur avait brisé un tabou, en 2000, en s'alliant dans son pays avec l'extrême droite. Ce qui avait provoqué la fureur de ses partenaires européens et le déclenchement de sanctions à l'encontre de Vienne.

« A n'importe quel moment, nous pouvons revoter sur l'article 9 [des statuts du parti, qui permettent l'exclusion]. Avec cette suspension, on ne pourra pas dire que le PPE est divisé ou qu'il a des leçons de démocratie à recevoir », se défend M. Daul. « On a mis Orbán au congélateur et M. Van Rompuy tient la porte », se félicite Benoît Lutgen, ex-président du parti belge Centre démocrate humaniste et candidat aux européennes. Cette décision « montre à quel point on aurait dû intervenir plus tôt pour faire entendre raison à M. Orbán. Cela faisait sept ans qu'on supportait sa politique, cela confinait au masochisme ». « Cette décision a du sens, elle marginalise Orbán », ajoute le Luxembourgeois Franck Engel.

L'eurodéputée écologiste néerlandaise Judith Sargentini, auteure d'un rapport sévère sur l'Etat de droit en Hongrie, est plus

« Nous ne pouvons faire de compromis sur la démocratie, l'Etat de droit », a précisé le PPE

critique: cette suspension « ne représente rien du tout », dit-elle. Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux et démocrates, parle de son côté d'« une ruse qui fait honte à l'Europe ». « Je demande à tous ceux qui nous critiquent de faire la même chose que nous », a répliqué M. Daul, en référence à certains membres encombrants des groupes libéral et socialiste.

En maintenant M. Orban, le PPE évite, en tout cas à ce stade, qu'il se jette dans les bras de l'Italien Matteo Salvini ou des ultraconservateurs du Parti droit et justice polonais, qui le courtisent, pour constituer un groupe à la droite des conservateurs. Et il protège la candidature de Manfred Weber,

longtemps opposé à toute idée de sanction, pour qui il était devenu impossible de s'exprimer sans être interrogé sur M. Orban. On a noté que, mercredi soir, l'eurodéputé allemand a commencé par insister sur la migration, thème de prédilection du Hongrois.

« Le PPE aurait dû agir plus tôt »

A Budapest, beaucoup ont fait part de leur déception face à une mesure considérée comme trop timorée. « Le PPE aurait dû agir plus tôt. Désormais, Orban pourra dire qu'il continue son courageux combat contre un PPE trop lâche pour le virer. D'ailleurs, il ne parle plus de George Soros, mais de son combat contre "l'empire européen", à savoir l'UE », dit le metteur en scène Robert Alföldi.

Pal Kovago, chercheur en psychologie sociale à l'université catholique Peter-Pazmany de Budapest, pense également que ce vote est une preuve supplémentaire de faiblesse, tout en estimant que la suspension était sans doute la décision la plus raisonnable. « L'exclusion du Fidesz n'était pas la

meilleure des solutions, car elle aurait conforté le narratif victimaire officiel. »

Elle aurait aussi renforcé l'influence russe à Budapest et jeté Viktor Orban dans les bras de l'extrême droite. Or, le premier ministre ne semble pas avoir envie de franchir seul le Rubicon. Même si, mercredi, il ne renonçait pas vraiment à ses provocations, affirmant que sa campagne anti-junker visait à « l'information » de ses concitoyens et louant l'action du ministre italien de l'intérieur, Matteo Salvini, « qui démontre que l'on peut faire cesser l'immigration ».

Affirmant soutenir M. Weber, il ajoutait : « Il n'est pas possible de nous expulser, ou de nous suspendre, nous qui avons gagné quatre élections. Nous avons donc décidé de nous suspendre. » Ultime provocation ou geste d'apaisement? Le Fidesz a en effet lui-même voté, mercredi, la sanction adoptée, après de longs débats, par ses alliés à son encontre. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX,

BLAISE GAUQUELIN

ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

Pour LR, une exclusion aurait été « un remède pire que le mal »

POUR LE PARTI LES RÉPUBLICAINS (LR), c'était une fracture ouverte qui a maintenant une chance de se refermer. Le sort du premier ministre hongrois, Viktor Orban, et de son parti, le Fidesz, au sein du Parti populaire européen (PPE), vient enfin d'être scellé sans que LR n'ait eu à voter son exclusion. Une mesure à laquelle la formation de droite était hostile. Les 14 délégués du parti dirigé par Laurent Wauquiez ont entériné, mercredi 20 mars, la sanction proposée par Joseph Daul, le patron du PPE, à l'encontre du dirigeant illibéral décrié: une suspension « jusqu'à nouvel ordre » assortie de la création d'un comité des « sages » chargé de rédiger un rapport d'évaluation sur le comportement du Fidesz.

« Un accord adroit et respectueux de chacun a été trouvé et donc adopté par tous, Viktor Orban compris. La force du PPE, c'est son esprit de famille, se réjouit l'eurodé-

puté Geoffroy Didier. En ne l'excluant pas et en préservant ainsi notre unité, nous avons déjoué le piège tendu par les deux tenants du manichéisme: Macron et Le Pen. »

« Il faut rappeler nos valeurs »

Car il n'a jamais été question pour LR de voter l'exclusion. « On ne se sépare pas d'un revers de main d'un parti qui fait partie du PPE », avait déclaré François-Xavier Bellamy, tête de liste de la formation pour le scrutin européen, sur France Inter le 5 mars. « Il faut rappeler nos valeurs, nos convictions, mais je suis contre une exclusion définitive », confiait pour sa part l'eurodéputé Brice Hortefeux, lors du conseil national de LR, samedi 16 mars.

Pour un membre de la délégation à Bruxelles, cette position s'explique d'une façon simple. La formation aurait redouté un « remède pire que le mal » qui aurait eu

pour conséquence d'envoyer Viktor Orban « dans les bras de partis peu recommandables ». « Les critiques sont justifiées à l'égard d'Orban. Mais une exclusion pure et simple aurait eu pour conséquence d'alimenter les fractures entre l'Est et l'Ouest. Nous n'arrêtons pas de reprocher à Macron d'alimenter les fractures, souhaitons nous les nourrir nous aussi? », interroge un cadre de la formation de la rue de Vaugirard.

Un élu avance une autre explication à l'opposition de son parti à une mesure plus définitive: un départ du Fidesz déporterait, selon lui, LR à la droite du PPE. Or, dit-il, la formation française doit impérativement demeurer plus « centrale »: « Nous devons avoir une position médiane entre la droite identitaire et la droite plus libérale économiquement, c'est comme ça qu'on sera moteur. » ■

SARAH BELOUEZZANE